



Paris, le 28 septembre 2020

## Communiqué de presse : les retraité·es encore frappés au porte-monnaie ?

Dans son rapport remis au gouvernement le 15 septembre, l'inspecteur général des Finances Laurent Vachey veut faire payer l'aide à l'autonomie en grande partie par les personnes en retraite elles-mêmes !

### **Le rapport accumule les moyens de pressurer davantage les retraité·es, ce qui aura de graves conséquences sur le pouvoir d'achat et le montant des pensions :**

- **Nouvelle augmentation de la CSG** qui passerait de 8,3 à 9,2 % et augmentation de la part de CSG non-déductible dans les pensions (800 millions d'euros), cela représente une autre manière d'augmenter le poids de la CSG.  
Ce coût de massue viendrait après celui du 1<sup>er</sup> janvier 2018 qui a diminué les pensions de 1,1 %, dans une période de gel des pensions. Depuis l'arrivée du Président E. Macron, qui s'est fait élire sur la promesse « *Avec moi, le pouvoir d'achat des retraité·es sera maintenu* », les pensions ont perdu 5,5 % de pouvoir d'achat !
- **Retraité·es rendus imposables ou subissant une augmentation des impôts par la réduction du plafond de l'abattement de 10 % de l'impôt sur le revenu** (1,5 milliard d'euros). Cette augmentation des impôts mettrait fin à la volonté d'alléger la charge fiscale des retraité·es aux revenus modestes. Ce serait accroître les inégalités.
- **Durcir les critères d'attribution de l'APA**, c'est inadmissible alors que le Reste à Charge pour les personnes en perte d'autonomie est énorme.

**Les retraité·es pourraient être pressurés**, sous prétexte qu'ils n'ont pas subi le chômage partiel et que leur pension n'a pas baissé. C'est oublier que les pensions n'ont pas suivi le coût de la vie : ces dernières douze années, les prix ont augmenté de 13 %, le Smic a progressé de 20 % et les pensions nettes seulement de 8,60 %. Le récent rapport de la DRESS montre même que le niveau de vie médian des retraité·es a diminué de 1,9 %, de 1 854 € mensuel en 2017 à 1 818 € en 2018.

**Cette attaque frontale contre le pouvoir de vivre des retraité·es vient après les effets catastrophiques d'une politique qui les a sacrifié·es** pendant la crise sanitaire, notamment par manque de lits de réanimation dans les hôpitaux, de fourniture de protections aux personnels des Ehpad et des aides à domicile.

**Les remises en cause des droits des retraité·es**, qui ont travaillé et cotisé toute leur vie pour les obtenir, sont la conséquence d'une vision portée par trop de « responsables », celle de retraité·es accusés d'être improductifs, inutiles dans le meilleur des cas, parfois même de n'être qu'un coût. Même le terme « retraité » disparaît au profit de termes connotés comme vieux, personnes âgées, aînés, seniors, baby-boomers. Les retraités ont disparu des instances nationales et départementales, ils n'ont ni ministre ni même un secrétaire d'État.

Sacrifié·es pendant la crise, pressuré·es depuis des années avec une accélération depuis 2017, les retraité·es ne se laisseront pas faire. Nous exigeons une prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale des dépenses liées à l'aide à l'autonomie, prise en charge intégrée dans la branche maladie de la sécurité sociale, dont les recettes doivent être renforcées justement. Il faut augmenter la masse salariale en reprenant ce qui a été accaparé par les actionnaires. Il faut supprimer les exonérations de cotisations sociales, qui ne créent aucun emploi mais améliorent les dividendes. Et il faut faire cotiser l'ensemble des revenus créés par le travail dans les entreprises, dont les profits.

Olivier Jouchter (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)  
Didier Hotte (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)  
Jacqueline Valli (UNAR-CFTC, 128 avenue Jean Jaurès, 93697 Pantin cedex)  
Marylène Cahouet (FSU, 104 rue Romain Rolland, 93260 Les Lilas)  
Gérard Gourguechon (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris)  
Marc Le Disert (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)  
Francisco Garcia (Ensemble & solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen)  
Michel Denieault (LSR, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil)